

## **Loi sur les droits politiques**

Modification du 21 novembre 2018 (première lecture)

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

I.

La loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques<sup>1)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Article premier, alinéa 3** (nouveau)

<sup>3</sup> La Chancellerie d'Etat peut, pour le surplus, édicter des directives complétant la présente loi et l'ordonnance afin d'assurer une pratique uniforme, en particulier dans le cadre de la tenue du registre des électeurs, des opérations préalables au scrutin et du dépouillement.

### **Article 4, alinéa 2<sup>bis</sup>** (nouvelle teneur) **et alinéa 2<sup>ter</sup>** (nouveau)

<sup>2bis</sup> Le registre est informatisé et harmonisé dans tout le Canton.

<sup>2ter</sup> La Chancellerie d'Etat a accès aux registres communaux des électeurs et peut en traiter les données utiles pendant le temps nécessaire à l'organisation des élections et votations.

### **Article 14, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 14** <sup>1</sup> Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le jour du scrutin, leur carte d'électeur, ainsi que le ou les bulletins officiels et, s'il s'agit d'un référendum, le texte soumis au vote.

### **Article 18, alinéa 3** (abrogé)

<sup>3</sup> (Abrogé.)

**Article 18a** (nouveau)Vote  
électronique

**Art. 18a** <sup>1</sup> L'exercice du droit de vote est également possible par la voie électronique.

<sup>2</sup> Le contrôle de la qualité d'électeur, le secret du vote et le dépouillement de la totalité des suffrages doivent être garantis. Tout risque d'abus doit être écarté.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, qu'une part des coûts du vote électronique, jusqu'à un tiers de ceux-ci, est mise à la charge des communes. Cette part est répartie entre les communes au prorata de leurs électeurs.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte pour le surplus, par voie d'ordonnance, les prescriptions relatives à la mise en œuvre du vote électronique, notamment quant aux aspects techniques, de contrôle et de sécurité.

**Article 24a** (nouveau)Moyens de  
contrôle

**Art. 24a** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance ou sous la forme de décisions ponctuelles justifiées par les circonstances dans le cadre d'un scrutin, prévoir des moyens de contrôle et des modalités particulières quant à l'exercice du droit de vote.

<sup>2</sup> Il peut notamment prévoir :

- a) le recours à des observateurs;
- b) des contrôles pendant l'exercice du droit de vote, pendant le dépouillement et a posteriori.

**Article 31, lettre b** (nouvelle teneur)

**Art. 31** Les sièges du Parlement sont répartis entre les districts selon les règles suivantes :

- b) la population résidante au 31 décembre de la deuxième année précédant l'élection est divisée par le nombre des sièges qui n'ont pas été attribués dans la première répartition. Le résultat, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, est le quotient. Chaque district reçoit autant de sièges que le chiffre de sa population de résidence contient de fois le quotient;

**Article 33, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 33** <sup>1</sup> Pour chaque district, les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 36, alinéas 1 et 2** (nouvelle teneur)

**Art. 36** <sup>1</sup> Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le vendredi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>2</sup> Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 37** (nouvelle teneur)

**Art. 37** Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés reproduisant les listes du district (avec le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et le domicile des candidats) et un bulletin officiel blanc.

**Article 54, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 54** <sup>1</sup> Les actes de candidature doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 56, alinéas 1 et 2** (nouvelle teneur)

**Art. 56** <sup>1</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être complétés que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 58** (nouvelle teneur)

**Art. 58** Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidats et un bulletin officiel blanc. Si un acte de candidature est complété ultérieurement, le Gouvernement distribue un nouveau bulletin officiel imprimé.

**Article 63, alinéas 2 et 3** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Les candidatures doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat le mercredi qui suit le premier tour, à 12 heures. Elles sont rendues publiques par le Journal officiel.

<sup>3</sup> Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour et qui ont obtenu au moins cinq pour cent des suffrages exprimés.

**Article 75, alinéas 1 et 4** (nouvelle teneur)

**Art. 75** <sup>1</sup> Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>4</sup> Les listes peuvent être corrigées au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures; elles ne peuvent être complétées que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté au plus tard le lundi de la deuxième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 78a** (nouvelle teneur)

**Art. 78a** Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 82a** (nouvelle teneur)

**Art. 82a** <sup>1</sup> Les listes des candidats doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>2</sup> Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal au plus tard le vendredi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>3</sup> Les mandataires de la liste la corrigent, ou la complètent s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 83a** (nouvelle teneur)

**Art. 83a** <sup>1</sup> Les actes de candidature doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

<sup>2</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

**Article 108, alinéas 2 et 3** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le droit de recourir appartient à chaque électeur. En matière communale, il appartient à chaque électeur de la commune.

<sup>3</sup> Le recours doit être déposé dans les dix jours qui suivent la découverte du motif du recours; s'il est dirigé contre le scrutin même, il peut encore être déposé dans les trois jours qui suivent la publication des résultats du scrutin dans le Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

**Article 112, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le droit de recourir appartient aux personnes et aux autorités qui ont participé à la procédure devant le juge administratif. Lorsque le juge administratif admet le recours, tout électeur de la commune disposant du droit de vote au moment du scrutin a également le droit de recourir devant la Cour constitutionnelle.

**Article 115a** (nouveau)

Introduction du  
vote électronique

**Art. 115a** Durant la phase d'introduction du vote électronique, le Gouvernement peut limiter ce mode de vote à certaines catégories d'électeurs et à certains objets.

**II.**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

La présidente :  
Anne Froidevaux

Le secrétaire :  
Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup>) RSJU 161.1